

## DÉLIBÉRATION N° DEL-108-2023

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

#### DE LA SÉANCE DU 7 DECEMBRE 2023 A 18H30

Salle culturelle et de séminaire G. RISTERUCCI (1<sup>er</sup> étage) de la Halle au Blé,  
située 1 place Xavier Jourdain 68130 ALTKIRCH.

**Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,**

Date de la convocation : 1<sup>er</sup> décembre 2023

Étaient présents : (56)

Mesdames et Messieurs, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Doris BRUGGER, Jean-Pierre BUISSON, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Danielle CORDIER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Annick GROELLY, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Rita HELL, Jean-Luc HEUDECKER, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, Stéphanie KELLER, André LEHMES, Michel LERCH, Clément LIBIS, Véronique LIDIN, Agnès LORENTZ, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Philippe RUFI, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Christophe SENGELIN, Nathalie SINGHOFF, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Antoine STAMPFLER, Isabelle STEFFAN, Patrick STEMMELIN, Céline STEVANOVIC, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Aurelio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Anne-Marie BIANCOTTI et Monsieur Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (10)

Madame Danièle BACH a donné procuration à Monsieur Dominique SPRINGINSFELD,  
Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Paul STOFFEL,  
Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Madame Fabienne BAMOND,  
Monsieur Thierry DOLL a donné procuration à Monsieur Jean-Marc METZ,  
Madame Delphine FELLMANN a donné procuration à Madame Nathalie SINGHOFF,  
Monsieur Serge GAISSER a donné procuration à Monsieur Clément LIBIS,  
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,  
Monsieur Jean-Claude SCHIELIN a donné procuration à Madame Eliane OSINSKI,  
Monsieur Stéphane STALLINI a donné procuration à Madame Régine RENTZ,  
Monsieur Jean WEISENHORN a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER.

Étaient excusés sans représentation : (11)

Madame Agnès HARNIST et Messieurs Bernard BUBENDORF, Michel DESSERICH, Stéphane DUBS, Jean-Claude EGGENSPILLER, Bernard FANKHAUSER, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Georges HEIM, Christian LERDUNG, Hervé WALTER.

Étaient non excusés : (11)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Antoine ANTONY, Pierre BLIND, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Ginette HELL, Fabien ITTY, Didier LEMAIRE, Georges SCHOLL, Marielle THOMANN, Philippe WAHL.

<b>VERSEMENT DE LA PRIME DE POUVOIR D'ACHAT 2023</b>
--

Nombre de conseillers

En exercice : 88 – Présents : 56 – Procurations : 10 – Absents : 22 – Exclus : 0

Le Président expose que le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale prévoit que les organes délibérants des établissements publics peuvent instituer une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire est instaurée, dans les conditions fixées ci-après.

Les agents publics bénéficiaires de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire sont :

- les fonctionnaires territoriaux stagiaires et titulaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, en position d'activité ou en service détaché ;
- les agents contractuels territoriaux de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, régis par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- les assistants maternels et assistants familiaux, mentionnés à l'article L. 422-6 du code de l'action sociale et des familles.

En revanche, sont exclus du bénéfice de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire :

- les agents publics éligibles à la prime de partage de la valeur, prévue au I de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;
- les élèves et étudiants en formation en milieu professionnel ou en stage avec lesquels les employeurs publics sont liés par une convention de stage dans les conditions prévues au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 124-1 du code de l'éducation ;
- les agents contractuels de droit privé, régis par le code du travail (apprentis, contrats aidés, etc...).

Peuvent bénéficier de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire, les agents publics bénéficiaires qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou un établissement public administratif, mentionné à l'article L. 4 du code général de la fonction publique, à une date d'effet antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou un établissement public administratif, mentionné à l'article L. 4 du code général de la fonction publique, au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

Les agents publics de l'Etat et hospitaliers détachés au sein d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public administratif, mentionné à l'article L. 4 du code général de la fonction publique, sont éligibles à la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire, en tenant compte de l'ancienneté acquise dans l'ensemble de la fonction publique.

La rémunération brute de référence correspond à celle définie à l'article L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale, de laquelle sont déduits les éléments suivants de rémunération, versés au titre de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 :

- l'indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat, prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008 relatif à l'instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat ;
- les éléments de rémunération mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2019-133 du 25 février 2019 portant application aux agents publics de la réduction de cotisations salariales et de l'exonération d'impôt sur le revenu au titre des rémunérations des heures supplémentaires ou du temps de travail additionnel effectif, dans la limite du plafond prévu à l'article 81 quater du code général des impôts.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire est versée par :

- la collectivité territoriale ou l'établissement public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023 ;
- chaque collectivité territoriale ou établissement public administratif, lorsque plusieurs collectivités territoriales ou établissements publics administratifs, mentionnés à l'article L. 4 du code général de la fonction publique, emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023.

Le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire est déterminé en application du barème suivant :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

Le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire, déterminé en application du barème, est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité ou l'établissement qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée selon les modalités prévues précédemment pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité ou établissement, corrigée selon les modalités prévues précédemment pour correspondre à une année pleine.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire peut être versée en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024.

Il est proposé :

- de verser la prime aux agents de la Communauté de communes Sundgau pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 ;
- que la prime sera versée au mois de mars 2024, en une seule fois ;
- de fixer les montants comme suit :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat	Montant de la prime de pouvoir d'achat fixé par la CCS
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €	300 €

- de moduler les montants précités selon le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil de la Communauté de Communes,**

**VU** le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle ;

**VU** l'avis favorable du Comité Social Technique du 6 décembre 2023 ;

**VU** l'avis favorable du Bureau du 30 novembre 2023 ;

**Après en avoir délibéré à l'unanimité,**

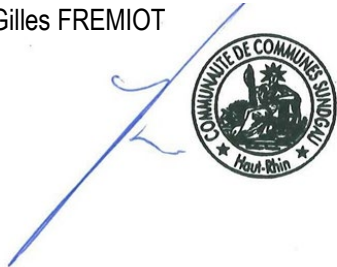
**DECIDE** d'instaurer la prime du pouvoir d'achat selon les critères présentés ci-dessus.

**FIXE** le montant de la prime versée comme suit :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat	Montant de la prime de pouvoir d'achat fixé par la CCS
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €	300 €

**DIT** que la prime sera versée aux agents concernés avec le salaire du mois de mars 2024.

Pour extrait conforme  
Altkirch, le 8 décembre 2023  
Le Président  
Gilles FREMIOT



Certifié exécutoire après :

- transmission en Préfecture le 14/12/2023
- affiché le 14/12/2023
- publié sur le site internet le 14/12/2023

Monsieur Benoît KENNARD  
Directeur Général des Services  
Secrétaire de séance